



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **03 mars 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le vingt-huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 février 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Yannick **LE COQ** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**

Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 28 février 2022

2022.02/08

RESSOURCES HUMAINES – RECENSEMENT DE LA POPULATION – DÉSIGNATION D'UN AGENT COORDONNATEUR – DÉTERMINATION DES POSTES D'AGENTS RECENSEURS – MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION - FIXATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – Le recensement de la population a lieu du 20 janvier au 26 février 2022. La délibération fixant les modalités de rémunération des agents désignés pour les missions d'agents de recensement date de 2007 et nécessite aujourd'hui d'être actualisée.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité qui a instauré une nouvelle méthode de recensement de la population depuis le 1^{er} janvier 2004, a confié aux communes ou aux EPCI qu'elles désignent, la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population.

En contrepartie, les collectivités ou établissements reçoivent de l'État une dotation forfaitaire visant à contribuer aux frais de fonctionnement et au coût de personnel (rémunération et formation). L'INSEE est chargé de l'organisation et du contrôle de la collecte des informations, puis de l'exploitation des questionnaires ainsi que de la diffusion des résultats.

Il appartient aux collectivités de désigner un coordonnateur qui sera l'interlocuteur de l'INSEE pendant toute la durée du recensement. Il sera chargé de la mise en place de la logistique et de la communication du recensement et assurera l'encadrement des agents recenseurs.

Ces missions pourront être réalisées par un agent de la collectivité qui pourra bénéficier d'une indemnisation sur la base d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires, ces missions étant effectuées en dehors de son temps de travail.

De même, conformément à l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité « les enquêtes de recensement sont effectuées par des agents recenseurs, agents de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale affectés à cette tâche et recrutés par eux à cette fin ». L'agent recenseur peut ainsi être désigné parmi le personnel communal ou recruté à l'extérieur.

La Ville de Montivilliers a fait le choix de confier cette opération de recensement à du personnel communal, titulaire à temps complet, en poste dans la collectivité. A cet effet, les missions seront réalisées par 3 agents recenseurs, qui bénéficieront d'une indemnisation sur la base d'Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires, ces missions, comme pour le coordonnateur, étant effectuées en dehors de leur temps de travail. Il est prévu un plafond maximum de 15 heures par mois, calculé sur la période de référence.

Les personnes concourant à la préparation et à la réalisation des enquêtes de recensement participent, préalablement à celles-ci, à une formation portant sur les conditions d'exécution de ces enquêtes. Les agents recenseurs sont munis d'une carte délivrée par l'INSEE.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer le nombre d'agents destinés à la réalisation des opérations de recensement de la population, à savoir 1 agent sur la mission de coordonnateur et 3 agents sur les missions d'agents recenseurs et de déterminer les éléments de rémunération des agents concernés.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (article 156)

VU le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 ;

VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population ;

VU le décret n° 2021-406 du 8 avril 2021 portant attribution de points d'indice majoré à certains personnels civils et militaires de l'Etat, personnels des collectivités territoriales et des établissements publics de santé ;

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

VU l'arrêté du 15 octobre 2003 portant création du modèle national de la carte d'agent recenseur ;

VU l'arrêté du 26 juin 2019 fixant les coefficients correctifs mentionnés à l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

VU l'arrêté du 7 mai 2021 fixant les coefficients correctifs mentionnés à l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de désigner un coordonnateur pour les opérations de recensement et de désigner 3 agents titulaires de la collectivité pour les missions d'agents recenseurs ;
- Que la collectivité doit organiser pour l'année 2022 les opérations de recensement de la population ayant lieu du 20 janvier au 26 février 2022 ;

VU le rapport du Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- **D'autoriser Monsieur Le Maire à procéder à la désignation d'un coordonnateur communal pour le recensement qui déroule du 20 janvier au 26 février 2022, dont les missions consistent à aider et contrôler les agents recenseurs dans leurs missions en collaboration avec l'INSEE,**
- **D'autoriser Monsieur Le Maire à procéder à la désignation de 3 agents recenseurs parmi le personnel communal,**
- **De fixer les modalités de rémunération des intéressés sur la base des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires dans une limite de 15 heures par mois sur la période de référence,**
- **D'autoriser Monsieur Le Maire à signer les actes nécessaires et tout document y afférent.**

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget Principal

Compte : 64118

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.